

# Table des matières

<b>Dans le labyrinthe du Minotaure</b> <i>Critique du travail. Le faire et l'agir, lu aujourd'hui.</i>	7
<b>Avant-Propos</b> . . . . .	27
<b>Chapitre Premier</b> Le problème de l'individualité et la téléologie de l'œuvre chez Lukács . . . . .	47
<b>Chapitre II</b> Ernst Bloch : L'utopie concrète et le piège de l'ontologie . . . . .	73
<b>Chapitre III</b> Heidegger avec Marx. La politique dans l'élément de la finitude . . . . .	103
<b>Chapitre IV</b> Le fétiche travail et son empire : La critique de l'économie comme critique de la forme valeur ? . . . . .	161

## **Chapitre V**

Transformer le monde ou transformer l'action : Réflexion sur l'art, le travail et la politique . . . . . 211

**Index des noms** . . . . . 277

## AVANT-PROPOS

Les lignes que l'on va lire abordent des problèmes de notre temps en cherchant à les cerner au plus près. Pourtant elles ne veulent pas se situer dans les courants dominants à l'heure actuelle, si souvent marqués par la passion réactionnelle et réactionnaire face au passé récent, ou encore si marqués par la résignation désabusée devant les faits accomplis du présent et la marche folle des sociétés actuelles. Certes, la renonciation à la pensée critique se donne des couleurs attrayantes en redécouvrant à peu de frais l'individu et le sujet pour les substituer aux divinités déchues de l'Histoire et de la Société transparentes. Mais cette démarche qui se veut retour en arrière, reconnaissance d'erreurs commises pour retrouver le sûr terrain des droits de l'homme, est singulièrement insensible à la crise récurrente de l'individualité. Sans doute, l'époque n'est-elle plus si nettement dominée par le nihilisme de la volonté de puissance chère à Nietzsche, mais il ne faut pas gratter

longtemps la surface pour s'apercevoir que l'individualisme solipsiste se succède à lui-même sous la forme de l'individu narcissique de l'ère du vide, cet individu qui renonce à tout investissement vital tant soit peu significatif pour lui-même et pour les autres<sup>1</sup>. On peut évidemment souligner ce qu'il y a de positif dans cette démobilisation, dans cette disparition progressive de l'homme de la performance en guerre permanente avec lui-même et avec autrui. Mais il faut bien voir en même temps que cet individu libéré des grandes abstractions est guidé le plus souvent par ce que Peter Sloterdijk appelle la raison cynique<sup>2</sup>, c'est-à-dire par une conscience étroite de ses propres intérêts et par une pensée d'instrumentalisation des relations sociales. Autrement dit, le désarmement n'est que très relatif, et l'affrontement concurrentiel se perpétue sous de nouvelles formes en engendrant les mêmes effets d'atomisation et de séparation des individus. Ce que l'on nous présente sous le vocable apparemment aseptisé de « compétition » comme la solution à tous nos maux n'a pas grand-chose à voir avec l'émulation ou l'affirmation de différences dans la réciprocité ; c'est purement et simplement une situation de lutte généralisée régulée par des automatismes sociaux (notamment la valorisation du capital). La réhabilitation du marché, c'est-à-dire en réalité des échanges universalisés, sert à justifier la concurrence des capitaux de type oligopolistique et l'allocation des ressources

---

1. Cf. CHRISTOPHER LASCH, *Le Complexe de Narcisse* (1979), Robert Laffont, Paris, 1980. Voir aussi THOMAS ZIEHE, *Pubertät und Narzissismus*, Europäische Verlagsanstalt, Frankfurt, 1975.

2. Cf. PETER SLOTERDIJK, *Critique de la raison cynique* (1983), Christian Bourgeois, Paris, 2000.

en faveur des plus forts à l'échelle nationale comme à l'échelle internationale. On glisse ainsi d'une critique plus ou moins pertinente de l'étatique hypostasié et du collectif bureaucraté à une apologie d'un libéralisme antédiluvien dans la plupart de ses formulations, mais tout à fait apte à jouer sur le discrédit des doctrines du mouvement ouvrier.

Aussi ne faut-il guère s'étonner si la redécouverte du sujet et de sa liberté s'accompagne d'une ignorance souvent superbe pour la situation qui est faite concrètement à nombre d'individus. On s'efforce de ne pas voir que les tentatives pour revenir à la « libre entreprise » (identifiée à tort à l'initiative individuelle) s'opèrent au détriment de ceux très nombreux qui sont relégués au bas de l'échelle sociale et qui voient bafoués de façon permanente les droits qu'on leur reconnaît sur le plan théorique. On cherche à oublier le fait que les interactions sociales au niveau économique et au niveau politique sont dominées par des mécanismes et des automatismes qui réduisent la plupart du temps les sujets supposés agir à l'impuissance et à la passivité, ou à l'agitation stérile face aux problèmes qui leur sont posés. Les pouvoirs qui se manifestent dans la société ne sont pas simplement capacité d'agir, pouvoir temporaire sur des hommes afin de mettre en œuvre des projets communs, ils ressortissent de dispositifs tout à fait spécifiques où le pouvoir de faire est unilatéralement orienté vers la production de valeurs et devient la présupposition de pouvoirs sur les hommes à la fois permanents et inégalement répartis. La logique des échanges sociaux comme des échanges politiques obéit ainsi à des impé-

ratifs qui leur sont extérieurs, plus précisément qui sont étrangers à tout ce que les échanges symboliques et matériels portent de novateur et d'imprévisible. Le pouvoir se présente essentiellement comme puissance, et il est inévitablement perçu comme une substance ou comme une force qui se fraie un chemin sans égard pour ce que pensent ou veulent les individus. Le politique en tant qu'ensemble de formes autonomisées servant à la production et à la circulation du pouvoir étouffe ou pour le moins bride la politique en tant qu'expression libre et en tant que délibération imaginative sur le social. Par là même, le politique remet sans cesse en question le droit le plus fondamental, c'est-à-dire le droit à la participation pleine et entière au jeu politique et à ses possibilités créatrices. Il est par conséquent fallacieux d'en rester à un discours sur la garantie des droits sans se préoccuper des conditions d'effectuation de ces derniers. Une certaine tradition marxiste a sans doute tort de mépriser les droits et les libertés formels, mais pour autant cela ne signifie pas que quelques marxistes n'aient pas eu raison de se préoccuper de leur réalisation et de leur efficacité dans les relations sociales (voir à ce sujet le grand ouvrage d'Ernst Bloch *Naturrecht und menschliche Würde*, Francfort, 1961). En fait, une problématique trop simplifiée des droits de l'homme ne permet pas de saisir à la racine les tendances à la barbarie propres à l'époque contemporaine, marquées quant au fond par un dérapage du politique allant jusqu'à la négation de toute politique. Derrière la surpolitisation nazie ou stalinienne, c'est en effet le refoulement systématique de la politique qui se produit et se reproduit. L'espace public se vide de

toute délibération véritable, de toute confrontation ouverte pour se remplir de pseudo-discours idéocratiques, et surtout du politique comme injonction et administration. Sans doute y a-t-il, par-delà la façade totalitaire, une vie politique souterraine et des mouvements de révolte contenus, mais cette survie précaire de la politique est par trop limitée pour empêcher l'atrophie du social et sa soumission à des processus de domination. Le pouvoir politique s'affirme en définitive comme un médium qui transmet des exigences apparemment objectives, notamment celles de la reproduction de l'État et de l'économie (que l'on fasse référence à l'accumulation du capital ou à la planification administrative des prestations de travail à l'Est). Il peut se présenter, de cette façon, comme un pouvoir de gestion qui transpose au niveau de la conduite des hommes les techniques et les technologies de traitement des ressources matérielles et des produits du travail. Les hommes dépossédés de la politique deviennent alors le matériel humain du pouvoir, la matière qu'il peut sacrifier à sa propre logique de puissance, à ses frénésies de mobilisation totale et d'éradication des résistances. Il s'instaure par là des dispositifs politiques machiniques qui manifestent la plus grande indifférence à la vie et à la mort et incitent leurs rouages humains à perpétrer les plus grands forfaits de façon bureaucratique-administrative. Le paroxysme totalitaire apparaît, en ce sens, comme inséparable d'une triple alliance, socialité extérieure aux individus, subordination du pouvoir de faire au pouvoir sur les hommes, développement de la technologie comme maîtrise des choses grâce à la maîtrise des hommes et de leur travail.

C'est pourquoi, il faut bien reconnaître que l'ère des catastrophes est loin d'être derrière nous, et surtout que les pays occidentaux ont tort de se saisir comme des havres définitivement sûrs, à l'abri des tempêtes qui secouent les autres zones du monde. À la faveur de la crise de l'État-providence, on y observe en effet une montée lente des courants antidémocratiques, notamment de courants néoconservateurs qui cherchent à réduire encore un peu plus le champ du possible en politique au nom des contraintes du présent et des incertitudes de l'avenir. La tonalité anti-hédoniste qui prédomine chez eux n'est pas simplement un renvoi désabusé aux vieilles valeurs de l'éthique protestante, mais une sorte d'adaptation sans perspective aux occurrences produites par les dispositifs économico-politiques. Les néoconservateurs savent parfaitement bien que le travail a perdu beaucoup de sa centralité dans les pays économiquement développés, mais ils entendent bien qu'il joue comme un facteur de conformité et de soumission aux exigences du système social, comme un discriminant entre ceux qui se satisfont des gratifications possibles dans le cadre actuel et ceux qui ne peuvent ou ne veulent se contenter de l'état de choses existant. À l'utopie planificatrice abstraite qui a longtemps dominé le monde contemporain, ils opposent la contre-utopie de l'acceptation et de l'affirmation de l'imprévu, du présent comme impossibilité de cumulation et de reprise du passé, et comme attente inquiète du futur. À la crise en profondeur suscitée par les défaillances de la politique, ils répondent par un recours renforcé au politique comme gestion et administration de ce qui advient.